

Habiba Sarabi : « Il ne faut pas oublier l'Afghanistan »

Cette militante afghane, lauréate du Prix Simone Veil, a assisté au spectacle donné en son honneur par une classe de collégiens de Puget-sur-Argens, au théâtre le Forum à Fréjus. Entretien.

Habiba Sarabi, 64 ans, est une activiste et personnalité politique afghane, dont l'engagement est universellement reconnu. En 1996, elle s'engage aux côtés des femmes dont les droits et les libertés sont bafoués pendant l'instauration du premier régime taliban. À l'issue de l'intervention militaire américaine de 2001, elle devient ministre des affaires féminines. Vice-présidente du Haut Conseil pour la Paix en 2016, elle est actuellement membre de la délégation républicaine pour les négociations de paix entre le gouvernement afghan et les talibans, discussions qui ont commencé à Doha en 2020. À l'occasion de la journée internationale des droits des femmes, le prix Simone Veil de la République française lui a été décerné en 2021. Récemment, la militante a entendu parler du spectacle en son honneur préparé par les élèves du collège Gabrielle-Colette à Puget-sur-Argens. Émue, Habiba Sarabi s'est rendue au théâtre le Forum de Fréjus afin de les rencontrer et assister à leur représentation.

Rappelez-nous la raison de votre venue à Fréjus ?

J'ai trouvé sur internet les détails du spectacle que les collégiens de Puget-sur-Argens organisaient à Fréjus. J'étais très impressionnée par leur volonté, et honorée qu'ils mettent en avant mon parcours. J'avais une réunion au Conseil européen à Bruxelles et j'en ai profité pour me rendre en France. Je ressens chez ces jeunes une profonde humanité, cela me donne foi en cette nouvelle génération. J'avais l'impression que les adolescents d'aujourd'hui ne pensaient qu'à leur bonheur, à leurs intérêts personnels, sans se préoccuper de ce qu'il se passe ailleurs dans le monde. Mais quand je vois cette classe mettre en lumière les conditions des femmes afghanes, leurs souffrances et leur combat, je suis très touchée.

« Tous les réfugiés devraient être traités de la même manière »

L'activiste afghane
Habiba Sarabi,
au théâtre Le Forum
à Fréjus.

(Photo Philippe Arnassan)



Où vivez-vous aujourd'hui et comment poursuivez-vous votre combat pour les droits des femmes ?

Au moment de l'offensive talibane, en août dernier, j'étais à Izmir en Turquie chez mon fils. Je vis désormais à Nuremberg en Allemagne. Bien entendu, je me dois de poursuivre ma lutte pour le rétablissement de la démocratie en Afghanistan. J'ai plus de 60 ans, j'ai lutté toute ma vie. Si un jour j'arrête de me battre pour mon peuple, j'en mourrai assurément. Alors je continue à animer et assister à des conférences, je donne des interviews. Je veux que le monde entier sache et garde en mémoire

la manière dont les femmes sont traitées et abusées en Afghanistan. Je veux faire le lien entre les réfugiés et ceux qui sont restés dans le pays pour continuer à manifester.

La délégation républicaine pour les négociations de paix – à laquelle vous adhérez – a tenté de rétablir la paix en Afghanistan lors du coup d'État taliban en 2021. Cette cellule est-elle toujours active ? Si oui, que fait-elle pour affaiblir le régime ?

Je fais toujours partie de ce groupe qui est actif à Doha, au Qatar. Certains membres de l'équipe font toujours pression sur les talibans pour qu'ils accordent aux femmes leurs libertés fondamentales. Le mois dernier, quelques membres du comité se sont rendus à Kaboul pour rencontrer ces fondamentalistes.

Mais c'est toujours la même chose, les négociations se passent pour le mieux avec les factions les plus modérées, mais il existe une frange radicale des talibans qui s'oppose à toute évolution de la charia. Il est très difficile de négocier avec eux. J'ai de l'expérience dans ce domaine et je sais à quel point ils peuvent se montrer durs, intransigeants.

Les Afghanes vivent un cauchemar : pendant qu'elles perdent leur emploi, leurs filles ont désormais l'interdiction d'être scolarisées au collège et au lycée. Quel regard portez-vous sur ces nouvelles privations de libertés ?

La situation continue de se dégrader, et c'en est révoltant. Récemment, je disais à la Commission européenne que nous avons perdu le fruit de vingt années de travail. Toutes les avancées sociales, économiques que nous avons obtenues, tout est parti en fumée en quelques jours. Nous ne sommes pas seulement revenus 20 ans en arrière, mais c'est un siècle que nous avons perdu. Ces évolutions ne profitaient pas seulement aux Afghans, c'était une victoire, un grand pas en avant pour notre société. Nous avons tissé des liens

indéfectibles avec la communauté internationale. L'aide des nations européennes, des États-Unis était précieuse. Comment ces pays peuvent-ils nous laisser de côté après tout ce qu'ils ont fait pour nous ? Les talibans sont très fiers car ils disent avoir vaincu l'Otan. Lorsque les États-Unis ont commencé à négocier avec eux à Doha en 2020, ils ont voulu leur faire croire qu'ils étaient différents. Mais les diplomates américains se sont leurrés. Leur mentalité ne changera jamais, nous le savions dès le début.

« Si un jour j'arrête de me battre pour mon peuple, j'en mourrai »

Quel regard portez-vous sur l'aide humanitaire et financière fournie par les pays occidentaux ?

Les responsables politiques des pays membres de l'Otan ne font que parler, malheureusement, sans prendre de mesures concrètes. Je crois que personne ne s'attendait vraiment à ce que la société afghane soit autant bouleversée aussi vite. Cette régression est la conséquence de mauvais choix politiques. Et ce qui est inquiétant dorénavant, c'est la manière dont la guerre en Ukraine éclipsé le combat des femmes afghanes sur la scène internationale. Or, il ne faut pas qu'elles tombent dans l'oubli. Les réfugiés sont humains et devraient être traités de la même manière qu'ils soient afghans ou ukrainiens, palestiniens ou africains. La communauté internationale doit faire pression sur les talibans pour rouvrir les écoles, réinstaurer des élections, qui sont les piliers de la démocratie. Les pays voisins comme le Pakistan, le Qatar, l'Ouzbékistan devraient se joindre à ce bras de fer car ils entretiennent de bonnes relations diplomatiques avec les talibans. Ils soutiennent leur régime depuis des années, cela ne peut plus durer. Des sanctions économiques telles que l'interdiction de voyager ou le gel des avoirs devraient être imposées à ces responsables politiques afghans. Un fonds humanitaire devrait également être mis en place pour que le pays ne sombre pas dans la misère.

PROPOS RECUEILLIS
PAR ALEXANDRA MARILL
amarill@nicematin.fr

Bio express

Années 1970 : naît à Mazâr-e Charîf, puis suit des études de médecine à l'Université de Kaboul.

1996 : s'engage aux côtés des femmes dont les droits et les libertés ont été bafoués pendant l'instauration du premier régime taliban, notamment en donnant clandestinement des cours aux élèves afghanes.

2002-2004 : devient ministre des affaires féminines.

2005 : devient la première femme dans l'histoire de l'Afghanistan à gouverner une province (celle de Bamiyan). Elle y conduit des réformes en faveur de l'éducation des femmes.

2016 : est nommée vice-présidente du Haut Conseil pour la Paix.

2020 : devient membre de la délégation républicaine pour les négociations de paix entre le gouvernement afghan et les talibans, à Doha au Qatar.